

COMITÉ ITINÉRANCE HAUTE-YAMASKA – BILAN DES ACTIVITÉS 2016-2017

OBJECTIFS : Réunir les acteurs de la région œuvrant avec des gens vivant en situation d'itinérance ou à risque de l'être afin de circonscrire les besoins en matière d'itinérance dans la région. **Proposer** des solutions à court, moyen et long terme.

- 4 rencontres régulières du Comité itinérance Haute-Yamaska

TRAVAUX DU COMITÉ

- Échanges avec le Service de police de Granby ;
- Échanges avec les infirmières du CIUSSS chargées des ITSS ;
- Représentations publiques et politiques sur le financement, les stratégies et les besoins locaux en itinérance (détails ci-dessous) ;
- Mise sur pied d'un projet d'accès aux sanitaires au Centre-ville de Granby (détails ci-dessous) ;
- Demande de soutien adressée au CIUSSS de l'Estrie-CHUS pour assurer une continuité du service l'Azimut ;
- Dépôt du projet concerté « [Une mobilisation synergique pour réduire l'itinérance](#) » à la SPLI (détails ci-dessous) ;
- Appui aux demandes de financement du milieu en intervention de proximité et en hébergement d'urgence ;
- Collecte de données en vue d'établir un portrait historique des services en itinérance du territoire ;
- Dépôt d'une offre de présentation de panel sur l'Azimut au premier colloque du CREMIS.

SUIVIS RÉALISÉS

- Évolution des travaux de la [Coalition Impact de rue – Travail de rue Haute-Yamaska](#), issue du comité itinérance (détails ci-dessous)
- Évolution de l'implantation du magazine [L'itinéraire à Granby](#), issu du comité itinérance (détails ci-dessous)
- Évolution des travaux du [Comité travaux compensatoires à Granby](#), issu du comité itinérance (détails ci-dessous)
- Implantation du projet de [patrouilles mixtes à Sherbrooke](#) et perspectives d'implantation à Granby
- [Fermeture](#) de la ressource intermédiaire Le Tandem
- Déploiement de la [Trousse de prévention au naloxone](#)
- Hausse des références institutionnelles vers le communautaire

Nombreux travaux ont été réalisés cette année. Voici un résumé des réalisations du comité sur les différents dossiers.

PROJET D'ACCÈS AUX SANITAIRES AU CENTRE-VILLE DE GRANBY

Le Partage Notre-Dame a rapporté au comité les défis d'accès à des installations sanitaires pour les personnes vivant en extrême pauvreté malgré les services disponibles répertoriés. Un projet visant à offrir un accès à des douches pour les personnes itinérantes ou à risque de l'être au centre-ville s'est dessiné pour assurer une certaine hygiène de vie à celles-ci. La Piscine Miner de Granby s'est montrée très ouverte au projet. Sur présentation de coupons, disponibles au Partage Notre-Dame, le coût d'une douche est de 0,50\$ à la piscine. La Piscine Miner récupère également des effets personnels oubliés pour les distribuer aux usagers du service.

POLITIQUE PROVINCIALE EN ITINÉRANCE

Québec adoptait en février 2014 la [Politique nationale de lutte à l'itinérance - Ensemble, pour éviter la rue et en sortir](#). Celle-ci concevait une approche transversale des différents ministères en prévoyant la formation d'une table interministérielle à Québec en plus de la formation de comités directeurs intersectoriels dans chacune des régions. Le mandat de ces structures mises en place en 2015 consistait à coordonner les travaux régionaux et d'assurer un suivi au plan d'action ministériel découlant des cinq axes d'intervention de la Politique. Le comité itinérance s'est impliqué à différents niveaux sur les suites de cette politique, notamment à travers le Comité stratégique intersectoriel régional en itinérance de l'Estrie (comité directeur).

Depuis l'adoption du [Plan interministériel 2015-2020 en l'itinérance](#) découlant de la politique, le comité n'a cependant constaté aucun impact local réel. Il a relevé une série d'incohérences avec les stratégies mises en place par le gouvernement au même moment où il adoptait sa politique-cadre en itinérance. Le comité itinérance et le GASP ont posé différentes actions publiques et politiques sur ce dossier, telles que la [lettre ouverte](#) diffusée en juillet dans la Voix de l'Est, la participation à la [campagne du RSIQ de décembre](#) visant à demander des moyens suffisants à la politique en itinérance et la sortie publique ayant pour objet de faire connaître ses attentes en amont du dépôt du budget. Au dépôt du budget, l'enveloppe dédiée à cette Politique a été majorée d'un million \$ pour l'année 2017-2018 pour toute la province. Selon [l'analyse de quantification des cinq besoins prioritaires en itinérance en Haute-Yamaska](#) réalisée en 2015 par le Comité itinérance, les besoins ont été évalués à 1,4 million \$ par année seulement pour notre territoire. Ce portrait local sera utile pour imaginer le besoin de hausser substantiellement les investissements en itinérance dans le cadre du déploiement de la Politique provinciale.

Le comité itinérance a participé en 2015-2016 aux premiers travaux de mise sur pied du comité estrien intitulé « *Comité stratégique intersectoriel régional en itinérance de l'Estrie : Plan d'action estrien en itinérance* ». En Estrie, le Comité itinérance du GASP s'est impliqué dans les travaux du comité directeur, baptisé *Comité stratégique intersectoriel régional en itinérance de l'Estrie*. Un plan d'action régional a été adopté en février 2017. Celui-ci prévoit dresser un portrait régional des enjeux et des besoins en itinérance, améliorer l'accès aux services, assurer une meilleure transition tant au Centre Jeunesse qu'aux centres de détention et alimenter les stratégies gouvernementales liées à cette Politique. Le comité s'est réjoui des actions visant à augmenter les références au programme de travaux compensatoires, à obtenir plus facilement l'aide de dernier recours, à faciliter l'accès aux mesures d'employabilité, à favoriser l'accès et la stabilité au logement, à améliorer l'accès au transport, à bonifier le financement des organismes en itinérance et à implanter un projet pilote du programme alternatif à la justice en santé mentale (PAJSM) à Sherbrooke, susceptible de s'étendre à l'ensemble de l'Estrie.

Ce plan régional est un levier qui pourra permettre d'adapter et d'optimiser les services aux personnes itinérantes dans la région et de communiquer les enjeux terrains auprès des instances concernées. Par contre, nombreuses actions prévues au plan régional dépendent de l'action de certains ministères, donc du palier national. Le comité entend poser des actions dans l'année à venir afin que la volonté à Québec puisse soutenir les ambitions régionales.

STRATÉGIE DE PARTENARIATS DE LUTTE À L'ITINÉRANCE (SPLI) – FINANCEMENT FÉDÉRAL

Le GASP a assuré un suivi serré de [Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance \(SPLI\)](#) dont les coupures ont frappé de plein fouet notre territoire en 2015 par la perte du financement d'environ 80 000\$ au Passant. Ce dernier permettait le maintien de 11 lits d'urgence à Granby. En juin 2016, le comité a initié une vaste [campagne d'appuis](#) visant à assurer un financement global et diversifié assurant le déploiement de nos priorités locales, dont le besoin de rouvrir les lits d'urgence au Passant. Plus de 20 appuis communautaires, politiques et institutionnels ont été recueillis à travers cette démarche. Des sorties publiques et des travaux de représentation ont été effectués sur ce dossier. Lors de la [visite de Justin Trudeau chez Ben La Bedaine, à Granby](#),

des membres du comité étaient présents et ont réussi à placer le dossier du financement fédéral comme en enjeux locaux suite à une entrevue médiatique.

Février 2017 marquait enfin le retour du financement perdu au Passant pour environ un an et demi. Plusieurs membres du comité itinérance étaient présents à la [sortie publique](#) en faisant l'annonce. Les nombreux travaux de représentations dans ce dossier ont porté fruit ! Cette bonne nouvelle n'était cependant que temporaire puisque la bonification de la SPLI doublée au début 2016 devait prendre fin en avril 2018. Dès lors, les représentations fédérales subséquentes ont eu pour objet d'assurer le maintien de la bonification de la SPLI après 2018. La [sortie publique](#) du GASP visant à faire connaître ses attentes face au budget fédéral en est un exemple. En février, le comité a participé à une campagne nationale de lettre aux ministres initiée par le RSIQ visant à demander le maintien de la bonification de la SPLI.

En fin d'année 2016, le Comité a déposé un projet novateur, intégré et concerté intitulé « [Une mobilisation synergique pour réduire l'itinérance](#) », dans le cadre du financement fédéral : « *Solutions novatrices à l'itinérance (projets de contribution)* ». Ce projet ponctuel, de près 500 000\$, consistait à déployer des actions sur cinq axes d'intervention touchant à tous les déterminants sociaux de la santé dans le cadre d'une recherche-action visant à mieux connaître la population très vulnérable, mais également d'évaluer la mise en place des priorités locales et de comparer l'impact des différentes actions. Le comité a rencontré M. Breton pour lui permettre de s'approprier le projet. Cette initiative a malheureusement essuyé un refus en février, faute de moyens suffisants disponibles.

RÉSEAU SOLIDARITE ITINÉRANCE DU QUÉBEC (RSIQ)

Le comité itinérance assure une représentation au [Réseau solidarité itinérance du Québec](#) (RSIQ). Ce regroupement cumule nombreux gains ces dernières années, notamment avec l'adoption de la [Politique provinciale en itinérance](#) en 2014 et avec la bonification du financement fédéral en itinérance (SPLI).

- Participation 2 assemblées ;
- Participation au lancement de [3^e Actes des États généraux de l'itinérance au Québec](#) ;
- Participation à la [campagne aux ministres de décembre](#) visant à demander des moyens suffisants à la politique en itinérance ;
- Participation à la campagne de lettres aux ministres de février visant à demander le maintien de la bonification de la SPLI.

L'ITINÉRAIRE À GRANBY

La revue de rue [L'itinéraire](#) a amorcé son implantation à Granby en 2015 suite à une demande d'un camelot exerçant ses activités dans une autre ville et désirant vendre à Granby. Le Partage Notre-Dame a intégré officiellement L'itinéraire à ses services. L'organisme s'occupe des camelots et des commandes avec le bureau de Montréal. Le GASP continue d'apporter son soutien en tant que promoteur et facilitateur et aide les camelots dans les communications publiques.

Quelques faits saillants de l'année sur le projet L'itinéraire à Granby :

- 2 rencontres de planification du développement en Haute-Yamaska avec le bureau coordonnateur à Montréal ;
- 2 camelots durant l'année ;
- 7 sorties médiatiques locales ;
- [Bilan public de la 1^{ère} année](#) d'implantation de l'outil à Granby ;
- Soutien à la rédaction de 3 lettres ouvertes des camelots dans les médias locaux ;
- Participation d'un camelot à la première édition en région de l'événement « [Camelot d'un jour](#) », intégrée au tournage de la télésérie « [Face à la rue](#) » animée par Jean-Marie Lapointe

- Nouvel arrimage avec L'itinéraire pour intégrer du contenu sur [l'itinérance en région](#) ;
- Davantage d'informations sur notre site en [cliquant ici](#).

MERCI AUX COLLABORATEURS DE L'ITINÉRAIRE !

Bertrand Derome : Camelot de l'itinéraire à Granby	Julie Rivet : Partage Notre-Dame
Samuel Lapointe Chayer : Camelot de l'itinéraire à Granby	Nicolas Luppens : GASP
Luc Desjardins et son équipe : L'itinéraire (Montréal)	Robert Riel : Ville de Granby
Marc Brien : Capitaine du service de Police de Granby	

COMITÉ SUR LES TRAVAUX COMPENSATOIRES À GRANBY (CTCG)

- 2 rencontres du Comité sur les travaux compensatoires à Granby
- Sortie publique du rapport d'analyse sur les travaux compensatoires à Granby

Dans le cadre des travaux du Comité Itinérance Haute-Yamaska, le GASP a été interpellé en 2012 par divers intervenants et des citoyens au sujet de l'attribution des travaux compensatoires à Granby, dont l'accès fut qualifié de très restrictif par ceux-ci. Un sous-comité s'est formé en 2012 afin de réunir les intervenants de différents secteurs préoccupés par cette situation.

Durant l'année 2016-2017, les principaux travaux du CTCG avaient pour objectif de faire rayonner le [rapport](#), produit en 2016, et de mobiliser les acteurs concernés par les constats qui y figurent afin de trouver les solutions appropriées. Le Comité a sollicité une rencontre auprès de la Cour municipale de Granby. Cette dernière ne voyait pas l'utilité d'une rencontre dans un premier temps. Pour faire avancer le dossier, le CTCG a organisé une [sortie publique](#) pour diffuser les résultats du rapport.

Couverte à travers quatre publications dans les médias locaux ainsi que par [Radio-Canada Estrie](#), cette action aura finalement réussi à mettre suffisamment de pression pour que la Cour municipale de Granby daigne rencontrer le comité. Dans le reportage de Radio-Canada, le GASP et la Cour municipale ont concédé au besoin de préciser les critères d'attribution des travaux compensatoires dans le libellé de l'article 333 du Code de procédures pénales. Bien que localement la Cour municipale de Granby n'ait pas proposé de moyen pour redresser la situation, une structure de collaboration a été mise sur pied pour favoriser un meilleur arrimage entre les organismes du territoire et les personnes demandant accès aux travaux compensatoires. La Cour municipale s'est engagée à faciliter les mécanismes de paiements pour des infractions municipales et à réfléchir sur des avenues possibles quant aux recommandations du rapport. Par contre, la Cour municipale n'a pas proposé de stratégie afin de favoriser un meilleur accès au programme, recommandation prioritaire du rapport.

En cours d'année, le CTCG a posé diverses actions afin d'améliorer l'accès aux travaux compensatoires. Le CTCG a fait cheminer le dossier en Estrie et au Ministère de la Justice qui travaille à long terme sur une refonte du Code législatif. En Estrie, les enjeux d'accès aux travaux compensatoires à Granby ont intéressé le Comité stratégique intersectoriel régional en itinérance de l'Estrie. Cet enjeu sévit également à la Cour municipale de Val St-François et de Sherbrooke. Le plan d'action de ce comité estrien a intégré un objectif visant à garantir un meilleur accès aux travaux compensatoires pour les personnes en situation d'itinérance et de grande pauvreté. Le CTCG compte assurer une vigile en 2017 pour valider l'évolution de l'accès aux travaux compensatoires un an après la sortie publique et poser, au besoin, les actions pertinentes.

MERCI AUX MEMBRES DU COMITÉ SUR LES TRAVAUX COMPENSATOIRES À GRANBY !

Nancy Melanson : Collectif de défense des droits de la Montérégie	Madeleine Ferland : Maison Joins-toi
Sylvain Dupont : CDC de la Haute-Yamaska	Bruno Paré : OPEX
Roxana Cledon : CIUSSS de l'Estrie – CHUS	Julie Rivet : Partage Notre-Dame
Isabelle Tardif : Justice alternative et médiation	Annie Morel : ROCRQ
Sarah Tremblay : Maison des jeunes La Barak (Impact de rue)	Nicolas Luppens : GASP

COALITION IMPACT DE RUE – TRAVAIL DE RUE HAUTE-YAMASKA

OBJECTIF : **Consolider** et **harmoniser** la pratique de travail de rue en Haute-Yamaska. [Impact de rue](#) est une nouvelle coalition de travail de rue en Haute-Yamaska découlant du projet de consolidation du travail de rue financé par le [Plan d'action régional pour la solidarité et l'inclusion sociale \(PARSIS\)](#).

• 6 rencontres de la Coalition

La Coalition Impact de rue a été très active dans ses travaux visant à consolider la pratique, notamment par le développement d'une stratégie de financement. Un [document de présentation](#) de la Coalition a été produit afin d'expliquer brièvement et de manière imagée le rôle joué par le travail de rue sur le territoire et les visées d'Impact de rue à court, moyen et long termes.

En cours d'année, le groupe a déposé quatre demandes de financement dans le cadre du programme « Projets novateurs de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) », du « Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité 2016-2017 », du « Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité 2016-2019 » et du « Programme de consolidation de projets locaux du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale PARSIS ». Nombreuses organisations ont fournies leur appui à la démarche de consolidation en cours, telles que la Sûreté du Québec, le bureau de probation, la table jeunesse, des écoles, le Service de police de Granby, le Centre Jeunesse de l'Estrie, les villes de Granby et Waterloo et plusieurs organismes communautaires.

Impact de rue a également été reconnu par la Table des aînés de la Haute-Yamaska comme l'organisme le mieux placé pour assurer la gestion dans le cadre d'un possible dépôt de projet des « Initiatives de travail de milieu auprès des aînés en situation de vulnérabilité (ITMAV) ».

En fin d'année, les travaux de la Coalition étaient enfin récompensés par l'octroi d'une subvention de 42 000 \$ provenant du « Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité 2016-2017 » permettant l'embauche d'un poste de travail de rue à temps plein à Granby et à Waterloo sur une période d'un an avec possibilité de renouvellement.

Durant l'année, Impact de rue a également finalisé l'harmonisation de la prise de données statistiques. Dès le 1^{er} avril 2017, un nouvel outil statistique sera utilisé par l'ensemble des travailleuses de rue du territoire et sera utile à mieux représenter le travail réalisé par celles-ci.

La Coalition a continué de développer ses liens de collaboration entre autres avec le [Regroupement des organismes communautaires du Québec en travail de rue \(ROCQTR\)](#), le [Regroupement du Travail de Proximité de la Montérégie \(RTPM\)](#), les tables jeunesse et toxicomanie, la Coalition sherbrookoise et les villes de Granby et Waterloo.

En appuyant une [pétition](#) citoyenne demandant le rehaussement du financement en travail de rue en Haute-Yamaska, Impact de rue a été invité à son [lancement public](#). La Coalition continuera à appuyer cette démarche au fil des prochains mois.

MERCI AUX PARTENAIRES D'IMPACT DE RUE !

Marie-Ève Houle : Maison des jeunes La Barak
Martin Couture : Maison des jeunes l'Exit
Julie Rivet : Partage Notre-Dame

Mathieu Charland-Faucher : CIUSSS de l'Estrie - CHUS
Nicolas Luppens : GASP

COMMUNICATIONS DU COMITÉ ITINÉRANCE HAUTE-YAMASKA

Les analyses et projets issus du comité itinérance ont été diffusés à travers 19 sorties médiatiques, dont une [entrevue sur les ondes de Radio-Canada Estrie](#). Les thèmes abordés dans les médias concernaient la SPLI (3), *L'itinéraire* (7), la pétition en travail de rue (1), les travaux compensatoires (4) et le lancement des 3^{es} Actes des états généraux de l'itinérance au Québec du RSIQ (4). Le comité a également participé aux activités suivantes :

- Journée d'échange sur l'itinérance au féminin ;
- 2 rencontres du Comité stratégique intersectoriel régional en itinérance de l'Estrie (voir *Politique en itinérance* ci-dessus) ;
- 2 assemblées des membres du RSIQ (voir ci-dessous).

ORIENTATIONS DU COMITÉ ITINÉRANCE 2017-2018

- Participer au Comité stratégique intersectoriel régional en itinérance de l'Estrie, alimenter et assurer un suivi du plan d'action régional ;
- Finaliser le portrait de l'évolution des services en itinérance de l'Estrie ;
- Assurer un suivi et poser des actions sur la Stratégie de partenariats de luttes à l'itinérance (SPLI) ;
- Poser des actions visant à demander des moyens suffisants à la Politique provinciale en itinérance en lien avec les cinq besoins prioritaires du comité ;
- Assurer un suivi des comités initiés ces dernières années par le Comité itinérance : Comité sur les travaux compensatoires à Granby, Comité aide sociale et Coalition Impact de rue.
- Assurer un suivi du magazine de rue *L'itinéraire* ;
- Continuer à créer des liens avec les organismes communautaires et les concertations en Estrie ;
- Continuer les collaborations avec le service de Police de Granby ;
- Poursuivre la participation au RSIQ ;
- Rester à l'affût du contexte sociopolitique et poser des actions au besoin.

MERCI AUX MEMBRES DU COMITÉ ITINÉRANCE !

Steve Bouthillier : MHPD Le Passant
Roxana Cledon, Patrick Poulin, Myriam Lussier: CIUSSS de l'Estrie - CHUS
Annick Lamy : MDJ L'Exit
Sylvie Martin : Transition pour elles
Marie-Ève Théberge : Auberge sous mon toit
Josée Archambault : CAB de Waterloo
Sophia Cotton : Entr'Elles
Serges Ruel : Bureau du Député fédéral de Shefford

Anny Leduc : RI Le Tandem
Mélanie Tremblay : OASIS santé mentale
Edgar Villamarin-Bautista, citoyen
Julie Rivet, Karine Roy : Partage Notre-Dame
Marie-Ève Houle, Sarah Tremblay : MDJ La Barak
Nicolas Luppens, Martin Smith : GASP

